

65^{ème} Conférence Générale de l'AIEA

Déclaration de M. François JACQ,
Administrateur général du CEA
(Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives)
Chef de la délégation française

Madame la Présidente, /Monsieur le Président,

1. Recevez tout d'abord les félicitations de ma délégation pour votre élection à la présidence de cette soixante cinquième Conférence générale.

[Covid-19, actions de l'AIEA]

Madame la Présidente, /Monsieur le Président,

2. La pandémie de Covid-19 a, cette année encore, profondément bouleversé nos sociétés. Permettez-moi d'adresser le soutien de la France à tous les Etats touchés par cette maladie.
3. Je tiens à féliciter le Directeur général et le Secrétariat pour avoir assuré la continuité de l'ensemble des activités de l'Agence, malgré la crise sanitaire. Dans ce contexte, la France soutient pleinement les initiatives prises par l'Agence en matière de prévention des zoonoses, et en particulier le projet ZODIAC. La France se félicite des synergies établies entre ZODIAC et l'initiative PREZODE. Celle-ci sera coordonnée avec les organisations de l'Alliance tripartite (OMS, FAO et OIE), la Banque Mondiale et l'AIEA, afin d'assurer la complémentarité des travaux sur la prévention des zoonoses.

[Transition énergétique durable, vision politique française]

4. La maîtrise du nucléaire, qui a été essentielle pour construire la paix, devient aujourd'hui un atout majeur dans la lutte contre le changement climatique. L'atteinte des objectifs fixés par l'Accord de Paris requiert en particulier une réduction rapide de la consommation des énergies fossiles, et le développement des modes de production d'énergies décarbonées que sont les énergies renouvelables et l'énergie nucléaire.
5. Le nucléaire est une source d'énergie décarbonée, disponible, fiable, durable, flexible et non intermittente et s'avère essentielle face aux défis énergétiques futurs.

6. La France a renouvelé en 2020 sa confiance et son engagement à long terme en faveur de l'énergie nucléaire en l'inscrivant durablement dans sa stratégie énergétique : en vue de bâtir un mix électrique diversifié et résilient, en 2035, 50% sera d'origine nucléaire et le reste proviendra presque intégralement des énergies renouvelables. La France poursuit la modernisation de sa filière nucléaire à travers le plan de relance national avec 500 M€ d'investissements pour notamment le soutien aux programmes de recherche et le développement d'un petit réacteur modulaire, NUWARD™. Les modalités d'un programme de nouvelles constructions de centrales nucléaires de type EPR en France sont à l'étude en vue d'une décision d'ici 2023. En outre, les avancées dans le domaine de l'hydrogène décarboné sont prometteuses. Avec des perspectives d'applications énergétiques plus lointaines, la fusion nucléaire demeure un axe important d'investissement pour la France. Enfin, la France s'est engagée aux côtés de ses partenaires internationaux, dans le cadre de l'initiative NICE Future.

[Garanties – Corée du Nord – Iran]

Madame la Présidente, /Monsieur le Président

7. Dans le contexte international actuel perturbé, la France reste très attachée au régime de non-prolifération établi par le TNP, dont le système des garanties de l'AIEA constitue un élément fondamental.
8. Pour faire face aux enjeux de prolifération actuels, la France soutient le travail de l'Agence visant à harmoniser les méthodes de contrôle au niveau de l'Etat (State Level Approach).
9. La Corée du Nord continue de représenter une menace de premier ordre pour le régime international de non-prolifération ainsi que pour la paix et la sécurité internationales. Ses programmes nucléaire et balistique restent actifs en violation flagrante du droit international.
10. La France continuera à mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité afin d'atteindre l'objectif de dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la

Corée du Nord. Nous appelons Pyongyang à répondre instamment aux propositions visant à une reprise des négociations.

11. L'accord de Vienne de 2015 sur le nucléaire iranien demeure un outil essentiel de non-prolifération et de sécurité, que la France est déterminée à préserver.
12. La France, en étroite coordination avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, est engagée dans les discussions sur le retour des Etats-Unis à l'accord et à faire revenir l'Iran au plein respect de ses engagements nucléaires. Ces discussions sont une opportunité d'arrêter l'escalade dangereuse à laquelle se livre Téhéran.
13. La France continue de soutenir de façon déterminée le Directeur général de l'AIEA pour la mise en œuvre des garanties en Iran. Nous attendons de l'Iran qu'il revienne le plus rapidement possible à l'application de son Protocole additionnel et des mesures de vérification prévues par le JCPoA. L'Iran doit répondre rapidement, de façon crédible et satisfaisante, à toutes les questions de l'Agence en matière de garanties.

[Sûreté/Sécurité]

Madame la Présidente, /Monsieur le Président

14. La France soutient l'Agence dans sa démarche de promotion de la sûreté et de la sécurité nucléaires, et en particulier concernant l'universalisation des instruments juridiques internationaux. Elle participera activement aux différentes conférences et présidera la conférence sur les défis rencontrés par les organismes de soutien technique et scientifique (TSO), prévue en octobre 2022 en Russie.
15. La France est attachée aux missions de revue par les pairs OSART (*Operational Safety Review Team*). Elle accorde une grande importance à la qualité du travail accompli par les équipes de l'AIEA et souhaite maintenir la pratique d'une mission annuelle sur son territoire.

[Conférences internationales]

Madame la Présidente/Monsieur le Président

16. Enfin la France salue l'organisation, par l'Agence, en 2022 d'évènements auxquels elle participera activement tels que la Conférence sur le droit nucléaire et celle sur la gestion des connaissances nucléaires et le développement des ressources humaines. Cette conférence, tout comme le programme de bourses Marie Sklodowska-Curie, contribuera à promouvoir l'attractivité des carrières dans le domaine du nucléaire alors que le renouvellement des compétences est un enjeu majeur.

Madame la Présidente/Monsieur le Président, je vous remercie.